



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

politique de l'emploi

Question au Gouvernement n° 747

Texte de la question

CHOC DE COMPÉTITIVITÉ

M. le président. La parole est à Mme Virginie Duby-Muller, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

Mme Virginie Duby-Muller. Monsieur le Premier ministre, le naufrage moral de votre gouvernement se double d'un naufrage économique et social ! Depuis dix mois, ce sont plus de mille chômeurs supplémentaires par jour. Pas une semaine ne s'écoule sans une nouvelle taxe : taxe sur les retraités, taxe sur le travail et les heures supplémentaires, taxe sur les familles, j'en passe et des meilleures !

S'agissant des comptes publics, vous n'êtes pas au rendez-vous des engagements pris, et pour cause ! Le mensonge est, lui aussi, au coeur de la crise morale : votre mensonge ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*) Pour maquiller vos forfaits (*Exclamations sur les bancs du groupe SRC*), vous tabliez sur des chiffres de croissance totalement farfelus : vous nous avez présenté un budget avec une hypothèse de croissance de 0,8 %. Et pour comble, aujourd'hui, Pierre Moscovici reconnaît que la croissance ne sera que de 0,1 % en 2013. Or les économistes s'accordent à dire qu'il faut au moins 1,5 % de croissance pour créer des emplois.

Mais que faites-vous pour enrayer le chômage, relancer notre économie et la compétitivité de nos entreprises ? (*" Rien ! " sur les bancs du groupe UMP.*) Vous ne proposez que...

M. Claude Goasguen. Des impôts !

Mme Virginie Duby-Muller. ...des dispositifs dérisoires, telle la boîte à outils du Président de la République qui propose des emplois d'avenir coûteux, précaires et qui ne trouvent pas preneurs ; des contrats de génération qui ne seront que des effets d'aubaine ; le crédit d'impôt compétitivité, soit une usine à gaz pour les PME. C'est soigner une hémorragie avec du sparadrap !

Une telle politique ne peut pas inverser la courbe du chômage. Elle va au contraire mener progressivement l'économie de notre pays à la banqueroute. J'y vois une constante dans votre action : la vérité a été dissimulée. Quand allez-vous enfin prendre les mesures qui s'imposent pour créer un véritable choc de compétitivité et de vérité ? (*Applaudissements sur de nombreux bancs du groupe UMP et sur plusieurs bancs du groupe UDI.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre délégué chargé du budget. (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*)

M. Bernard Cazeneuve, *ministre délégué chargé du budget*. Madame la députée, je vous remercie pour votre question, qui renvoie à un sujet de préoccupation très important qui nous rassemble dans cet hémicycle, par-delà nos sensibilités politiques : celui des comptes publics.

Vous avez raison de vous en inquiéter parce que quand votre majorité a quitté le pouvoir (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP*), il y avait 4 % de déficit structurel, alors qu'il y en avait 2,9 % à son arrivée. Je vais vous donner quelques chiffres concernant l'évolution de la dépense publique : elle a été de 2,3 % entre 2002 et 2007 ; entre 2007 et 2012, elle a encore atteint de 1,3 % ; depuis que nous sommes en situation de responsabilité, elle est de 0,5 % et, pour la première fois depuis de très nombreuses années, la dépense de l'État diminue, de 300 millions d'euros dès 2012 et de 1,5 milliard pour l'année qui vient.

Vous avez doublement raison, madame la députée, de vous inquiéter du niveau de la dette, et d'autant plus que, sous le quinquennat de Nicolas de Sarkozy, non seulement elle a pris vingt-cinq points de PIB, mais elle a

doublé.

M. Patrick Lemasle. Eh oui !

M. Bernard Cazeneuve, *ministre délégué*. Pas une fois, au vous du précédent quinquennat, le gouvernement que vous souteniez n'a réussi à diminuer le déficit structurel.

Madame la députée, quand on a un tel bilan sur les comptes et sur la situation du pays (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP*), on se dispense de donner des leçons à ceux qui exercent le pouvoir depuis dix mois (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC*) et qui, depuis dix mois, ont réussi l'évolution de la dépense publique, à diminuer le niveau du déficit structurel de 1,2 % et qui s'appêtent à le faire à hauteur de 1,8 %. Nous sommes en effet dans une véritable trajectoire de redressement des finances publiques...

M. Guy Geoffroy. On plonge !

M. Bernard Cazeneuve, *ministre délégué*. ...malgré la lourdeur du bilan que vous nous avez laissé !

(*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC et sur plusieurs bancs des groupes écologiste et RRDP.*)

M. Jean-Luc Warsmann. Un peu de modestie !

Données clés

Auteur : [Mme Virginie Duby-Muller](#)

Circonscription : Haute-Savoie (4^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 747

Rubrique : Emploi

Ministère interrogé : Budget

Ministère attributaire : Budget

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [10 avril 2013](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du [10 avril 2013](#)